

Liberté

LIBERTÉ
ART & POLITIQUE

Enquête L'intellectuel et la société politique

Volume 1, numéro 6, novembre–décembre 1959

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/59680ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

(1959). Enquête : l'intellectuel et la société politique. *Liberté*, 1(6), 374–392.

ENQUETE

L'intellectuel et la société politique

Chaque numéro de la revue comportera dorénavant une enquête menée auprès d'un certain nombre de personnalités canadiennes. Cela correspond aux buts de la revue et permettra à ceux qui voudront bien répondre d'exprimer leurs points de vue et leurs opinions en toute liberté. Ce sont là des documents nécessaires pour bien saisir toutes les nuances de cet inventaire de notre milieu que nous sommes appelés à dresser peu à peu avec la collaboration des intellectuels canadiens.

Le questionnaire ci-dessous a été adressé à cinquante-trois personnes: écrivains, journalistes, universitaires. Nous publions, sans les interpréter et en laissant à chaque signataire la responsabilité de ses opinions, toutes les réponses reçues.

1. — Croyez-vous à la démocratie telle qu'on l'entend au Canada ou cherchez-vous une autre forme de gouvernement qui soit pour vous idéale?
2. — L'intellectuel canadien-français peut-il ou doit-il tenir un rôle dans l'organisation de l'Etat?
3. — L'intellectuel en est-il réduit, par définition, à un rôle de censeur?
Ses intérêts coïncident-ils avec ceux de la majorité?
4. — Répugnez-vous à l'engagement (public) vis-à-vis de la chose politique? Pourquoi?
5. — L'artiste (écrivain, peintre, musicien, etc) doit-il chercher à traduire dans son mode d'expression la société ou se doit-il de chercher à transformer la société par une action politique?



1) La démocratie au Canada constitue le plus grand de nos mythes. Toute démocratie doit respecter la volonté populaire. Lorsque le "pouvoir du peuple" ne peut s'exercer sur les structures ou la législation de l'Etat, et lorsque le gouvernement fédéral, par exemple, ne veut pas tenir compte des désirs primordiaux du peuple canadien-français et qu'il viole ainsi les droits essentiels d'une grande partie de la population au profit de groupes financiers, on peut soutenir que ce gouvernement se prétend faussement démocratique. L'histoire nous montre que l'Etat français du Québec n'a jamais été respecté démocratiquement par les dictateurs d'Ottawa. Nous sommes toujours sous le régime de l'*Acte d'Union* de 1840. Le Canada est une hérésie, au point de vue démocratique, à cause de sa disparité de territoires et d'habitants. Des conflits d'intérêts fondamentaux opposent les citoyens. Un groupe d'hommes, une véritable nation, en souffre depuis 1760. Et ces hommes méprisés, dépouillés, assujettis qu'on tente de dénaturer, c'est nous, les Canadiens français. Vous et moi. Un refus global de la pseudo-démocratie canadienne s'impose pour tous les authentiques Canadiens français qui veulent rester Français au lieu de s'abâtardir continuellement. La solution idéale, à mon avis, serait la création de la République démocratique de Laurentie.

2) L'intellectuel canadien-français doit, assurément, participer à l'organisation de l'Etat. Il pourra même y jouer un rôle important, puisque l'Etat moderne se préoccupe beaucoup de culture. Par exemple, j'aimerais voir à Québec un ministre de l'Education nationale qui serait un intellectuel chevronné. Inversement, il faudrait que l'Académie canadienne-française ait à sa disposition des fonds importants qui lui permettraient de poursuivre son oeuvre.

3) Actuellement, beaucoup de nos intellectuels ont divorcé de leur milieu naturel, géographique, linguistique, ethnique, culturel et religieux. Plusieurs se veulent des apatrides et d'autres sont considérés comme des traîtres inconscients. Le phénomène intellectuel au Canada français, c'est que nos grands esprits règlent tous les problèmes mondiaux, bien assis, comme des bourgeois, dans leurs fauteuils. Ils vivent en Asie, en Afrique, en Amérique du Sud, en Russie. C'est évidemment moins fatigant que de tenter de mettre à exécution des réformes dans le Québec. Ils n'ont aucune influence sur les événements mondiaux mais ils n'ont jamais songé à fournir des solutions globales aux problèmes des nôtres. Voyez la cocasserie: ils ont opté pour l'indépendance de l'Algérie mais quand travailleront-ils pour l'indépendance du Québec? Ils savent bien qu'ils ne seraient plus pensionnés par le gouvernement fédéral dès lors qu'ils prendraient position contre Ottawa. Nos grands dé-

mocrates sont au service des "Canadians" dans une douzaine d'organismes contrôlés par Ottawa. Ils ont tous le mot liberté à la bouche mais ne leur demandez jamais de se prononcer ouvertement pour la liberté politique de l'Etat du Québec. On peut affirmer qu'il n'y a pas de gauche authentique au Québec, sauf la *Revue Socialiste*. Où sont ceux qui parlent d'auto-détermination pour les Canadiens français? Ils crèvent souvent de faim. Voilà la triste vérité.

4) Personnellement, je n'ai jamais répugné à soutenir en public ce que je crois être la vérité politique, culturelle et nationale de la nation laurentienne. J'ai engagé le combat contre les forces d'oppression qui subjuguent la nation canadienne-française. Je n'arrêterai jamais de dire ce que je pense de toutes les dictatures même si je risque mon avenir personnel. La froussardise empêche beaucoup d'intellectuels de parler en public, d'écrire ce qu'ils pensent réellement. Une race de vaincus, voilà ce que nous sommes. Donnez-moi dix intellectuels de première classe et la souveraineté du Québec sera établie dans moins d'une décade.

5) Je ne crois pas à l'art impressionniste, dadaïsme, cacaïste, réaliste, surréaliste, romantique, et encore moins à la variété bolchevique, le "populisme". L'art au service d'une idéologie politique, matérialiste ou "idéaliste", constitue un monstre. La beauté est éternelle et elle n'a pas attendu Sartre ou Picasso pour exister. L'oiseau chante sans suivre les canons d'une Ecole. Que les poètes "catalogués" se taisent. Ils ne créent pas, ils imitent. Ce ne sont pas des aigles mais des perroquets. Bien sûr, nous avons des écrivains, mais de grâce, donnez-nous un génie! S'il était, en même temps, un libérateur, un poète et un chef d'Etat comme Senghor, la nation laurentienne serait sauvée à jamais.

Raymond Barbeau



1. — *Je crois que nos institutions actuelles sont bien faites et qu'elles sont perfectibles.*
2. — *Il a certainement un rôle à jouer. Mais le rôle n'est pas le même pour tous les intellectuels.*
3. — *Pas nécessairement. Pas toujours, mais il peut instruire cette majorité.*
4. — *Non.*
5. — *S'il le traduit bien d'abord, il facilitera son évolution et sa transformation. Surtout, il ne doit jamais être un émigré à l'intérieur.*

Michel Brunet

On me permettra de grouper mes réponses autour de quelques mots-clefs du questionnaire.

Engagement

Etant ce qu'il est, une machine à peser des idées (quelquefois, mais plus rarement, à les concevoir), l'intellectuel est, de par son activité même, en dehors d'une certaine réalité. Ce qui exclut pour lui, par hypothèse, la possibilité d'agir directement sur cette réalité. Toute velléité d'action politique, quelque ardeur qu'il y mette, se soldera donc pour lui par un échec, dont le mieux qu'il puisse espérer est qu'il sera retentissant. Ce qui ne signifie nullement, et voilà le paradoxe, qu'il ne lui est pas permis, et même recommandé, de s'engager pour les causes qu'il croit justes. En fait, s'il est sincère (et indépendant), comment l'intellectuel éviterait-il d'une façon ou d'une autre l'engagement, puisque l'intelligence ne saurait fonctionner à vide et que la chose politique est, entre toutes, éminemment génératrice de réflexion. Or il est bon que l'on sache ce que pense celui qui fait profession de penser. Seulement cet engagement de l'intellectuel n'a pour objet que la définition d'un "homme" et d'un "idéal" (non d'une politique, même si les termes doivent en être les mêmes). Quelques témoins, osons le mot, privilégiés, en pourront être touchés, non point les foules et les gouvernements. La définition d'une attitude possible de l'homme vis-à-vis du monde, telle est, à mon sens, au-delà de toute considération d'efficacité, la vraie mission de l'intellectuel.

Démocratie

J'ai longtemps cru, d'enthousiasme, à la démocratie. Et aussi bizarre que cela me paraisse, j'y crois encore — moins l'enthousiasme. La lecture quotidienne des journaux laisse je ne sais quoi d'amer qui corrode à la longue toute ferveur. Si le système démocratique m'apparaît toujours comme le système idéal pour une société idéale, il faut convenir que moins la société est idéale, moins la démocratie est efficace, et moins ses mérites par rapport aux autres systèmes sont évidents... Aucune structure ne saurait suppléer à l'insuffisance des hommes. L'homme peut pallier bien des choses: il ne pallie pas sa propre médiocrité. De là que la démocratie est un risque, un risque qu'il faut courir jusqu'à épuisement. Après quoi... Mais nous qui, même en politique, ne croyons pas (encore) que la fin justifie les moyens, souhaitons plutôt de n'avoir pas, quelque jour, à choisir entre le fini d'un cadre et l'attrait d'un homme... Vive donc la démocratie, mais vivent surtout les bons gouvernements qui lui donnent un sens. Une démocratie qui produit (systématiquement) de mauvais gouvernements ne peut être qu'une mauvaise démocratie. Le jour de la reddition des comptes, elle trouvera peu de défenseurs.

Intellectuel et majorité

Les intérêts de l'intellectuel ne coïncident avec ceux de la majorité que parce que le premier ne saurait se résoudre à se désintéresser de la seconde dont il est en tant qu'homme solidaire. En soi, les intérêts de l'un et de l'autre sont profondément divergents, comme peuvent l'être ceux d'une majorité et d'une minorité — l'intellectuel portant en lui-même confondus le remords et la fierté de sa solitude parmi le bon peuple qui le méconnaît. La majorité rêve de confort, c'est naturel; l'intellectuel aussi dans la mesure où il n'est pas intellectuel (l'intellectuel absolu n'existe pas). Dans la mesure où il est intellectuel, il rêve essentiellement de Liberté (comme tous les minoritaires) puis de Justice et de Vérité (et de Beauté si, de surcroît, il est artiste), toutes valeurs peu recherchées à la bourse du bonheur. C'est qu'en fait pour l'intellectuel, il ne s'agit pas tant de bonheur que de salut.

Gilbert Choquette

1. — *La démocratie demeure le moins mauvais système politique que la faiblesse des hommes ait élaboré, dans la mesure où elle respecte — ou s'efforce honnêtement de respecter — l'intégrité de la personne humaine. Il ne s'ensuit pas que les institutions démocratiques soient un produit d'exportation, i.e. qu'elles conviennent uniformément à tous les peuples au même moment de l'histoire. Comme les hommes, les nations n'ont pas toutes le même âge, encore que la rapidité de l'évolution actuelle tende à combler de plus en plus cet écart. Pour le Canada, je ne vois aucune forme de gouvernement qui soit supérieure à la démocratie; qu'elle emprunte une façade monarchique ou républicaine n'est qu'un aspect secondaire du problème.*

2. — *Il n'y a à cet égard que des cas d'espèce. Chacun agit selon ses préoccupations, ses tendances, ses goûts, surtout selon les circonstances. En principe, rien ne doit interdire à l'intellectuel, canadien-français ou autre, de jouer un rôle dans l'organisation de l'Etat, bien qu'il ne soit pas orfèvre! Il risque toutefois d'être un danseur, quand on réclame un politique, un administrateur. Le danger, c'est qu'il ne parvienne pas aisément à faire le pont entre les idées et les faits. L'idéalisme le guette. L'érudition n'est pas l'expérience et la culture la plus vaste ne remplace pas la connaissance des hommes et l'humble soumission aux exigences du quotidien.*

3. — *Non pas forcément à un rôle de censeur. Il peut, il doit être surtout un guide, si l'on admet que les idées mènent le monde. Marx et Maurras eussent été de piètres hommes d'Etat, perdus*

dans leurs cogitations, bâtissant un univers aux dimensions de leur cerveau. Qui niera qu'ils ont modifié le destin de millions d'hommes? Comme citoyen, les intérêts de l'intellectuel sont ceux de la majorité, mais ils en ajoutent d'autres, qui sont d'un ordre différent. L'homme ne vit pas seulement de pain, mais de toute parole qui sort de la bouche de Dieu, c'est-à-dire de tout ce qui ne passe pas et plonge ses racines dans l'éternel. Cela est vrai de tous les êtres humains, à des degrés variables pour chacun.

4. — Pourquoi répugner à l'engagement public vis-à-vis la chose politique? L'inféodation rigoureuse à une formation déterminée est affaire de choix individuel; ce ne peut être une vocation générale. Dans sa forme présente, cette question est personnelle. Il m'est arrivé de faire, comme on dit, de la politique, et je n'ai pas à m'en excuser. Les étiquettes partisans me touchent peu; ce qui compte, à mes yeux, ce sont quelques principes essentiels, c'est aussi de leur demeurer fidèle, même quand ceux qui les ont défendus, jadis ou naguère, ont jugé sage ou opportun de passer de l'autre côté de la barricade. Ces phrases, je le reconnais, sont beaucoup trop vagues; ce n'est pas le lieu d'un exposé complet, ou exhaustif comme écrivent ceux de la nouvelle vague...

5. — Sans le moindre doute, l'artiste doit chercher à traduire dans son mode d'expression la société dont il fait partie et au sein de laquelle il vit. Qu'il abandonne à d'autres, hommes politiques, sociologues, économistes, etc., le soin de réformer les cadres politiques. Valéry a été pour la France aussi précieux, aussi nécessaire que de Gaulle. Ce n'est pas la colombe de la paix qui illustre le génie de Picasso, ni sa participation aux meetings communistes celui de Gide. On aura oublié depuis longtemps les tristes Odes successives au Maréchal et au Général de Claudel, mais Rodrigue et Sygne de Coufontaine demeurent à jamais parmi nous.

Roger Duhamel,
de l'Académie canadienne-française

Aux questions, très mal formulées, de cette enquête, je répondrai par de brefs commentaires sur les deux ou trois thèmes essentiels auxquels je crois qu'elles se rapportent.

1. La démocratie

Je viens de répondre à une question sur ce sujet posée par le journal *Points de Vue* et j'y renvoie les lecteurs qui en auraient la curiosité. La démocratie, au sens d'une présence et d'une participation de la collectivité à l'élaboration politique de son propre destin, ne nous sera pas donnée malgré nous. Il faudra la com-

prendre, la désirer et la mériter. D'où la nécessité initiale d'une prise de conscience politique, au niveau de nos besoins de tous ordres. De là dérivera la détermination de créer des structures sociales qui nous manquent et de les animer de l'esprit que nous voulons.

2. *L'"intellectuel" et l'engagement politique*

Il faut d'abord partir de ceci que l'"intellectuel", qu'il soit asiatique, européen ou canadien, ne peut se soustraire à sa responsabilité de citoyen. Ce qui distingue le citoyen du sujet, disait Périclès, est qu'il se comporte en être actif et non en être purement soumis. Le citoyen doit s'intéresser à la chose publique, sa chose. Il doit se tenir informé des problèmes, locaux, régionaux, provinciaux, internationaux, qui se posent à son ou ses gouvernements. Il doit voter. Il doit surveiller ses mandataires. Le citoyen, ajoutait Aristote, est, par définition, un être qui discute. Il doit être vigilant, à temps et à contre-temps. Or, puisque, par définition, l'intellectuel est un être qui, d'intention ou de fait, vit beaucoup de la vie de l'esprit, il sera de ceux qui discutent le plus les problèmes se rapportant à la chose publique, aux législations passées ou à venir, au gouvernement. Il sera, ou il devrait être, celui dont l'esprit est le plus critique, c'est-à-dire le moins satisfait des compromis; le plus opposé aux tyrannies et aux autocratismes latents ou manifestes.

Cette responsabilité, si loin qu'elle puisse entraîner, est tout à fait différente de l'"engagement" politique comme tel. Celui-ci signifie une adhésion militante à un parti. Or, l'engagement ainsi entendu est une décision que chaque individu doit prendre pour soi, qu'il soit "intellectuel" ou non. Chacun est libre de s'inféoder ou non de façon permanente. C'est là une question de gouverner et de responsabilité individuelles.

3. *Les rapports entre l'intellectuel ou l'artiste et la société*

Lorsqu'on demande si "les intérêts de l'intellectuel" coïncident ou non avec ceux de la collectivité, on pose une question qui, à mon avis, est fautive. Ou plutôt, la question ne se pose pas du tout. L'intellectuel n'est pas substantiellement différent de ses compatriotes. S'il a des activités et des préoccupations propres (et celles-ci, d'ailleurs, sont aussi variées qu'il y a de types d'activités intellectuelles, de l'instituteur à l'avocat, du journaliste au militant syndical), c'est à lui de les manifester, de les faire connaître, de les faire reconnaître. Pourquoi postuler un divorce entre l'intellectuel et sa société? Nous vivons malheureusement encore trop de la notion romantique de l'intellectuel-prophète, de l'artiste qui est *LA VOIX*. La réalité est loin d'être aussi simpliste. Il incombe à un

grand nombre d'individus, dans un grand nombre de secteurs de la société d'être des "définisseurs de situation". La catégorie des intellectuels n'est pas la seule, mais une parmi plusieurs catégories sociales auxquelles incombe cette responsabilité de formuler des objectifs collectifs et d'indiquer les voies à suivre. Une attitude d'exclusivisme à ce sujet, chez les intellectuels, serait à la base d'une tour d'ivoire beaucoup plus néfaste que celle dont on parle habituellement.

Quant à déterminer si "l'artiste doit chercher à traduire sa société", c'est là une question que je trouve plus ambiguë, plus erronée même que la précédente. C'est lui-même que l'artiste doit exprimer. La valeur et la puissance de son art dépendent exclusivement de la valeur et la puissance de sa personnalité. A ce sujet encore, notre vision est alourdie par une cataracte post-romantique accentuée par une application indue de quelques postulats des sciences de l'homme. Ni Proust, ni Kafka, ni Pirandello, ni Picasso n'ont été grands parce qu'ils ont cherché à refléter je ne sais quelle matière sociale qui était celle de leur temps. Ils ont seulement mais puissamment été des individus éprouvant le besoin de se dire eux-mêmes, d'exprimer la vision ou le tourment de leur univers intérieur. Ils l'ont fait à travers des créations imaginaires qui transposent l'humanité de leur époque — mais ceci est une tout autre histoire. Ainsi, par exemple, notre littérature ne deviendra complètement digne d'intérêt que si elle dépasse le stade "sociologique" (sans quoi nous serions condamnés aux *Plouffe* à perpétuité). Ce dépassement est commencé en poésie, au théâtre, même dans le roman et c'est infiniment prometteur.

Quant à la toute dernière question: "l'artiste doit-il chercher à transformer la société...? etc.", j'imagine que je viens d'y répondre, au moins implicitement. L'artiste est un être qui s'exprime et qui éclate. Ceux qui cherchent à transformer les autres portent d'autres noms.

Jean-C. Falardeau

-
- 1.— *Une démocratie qui laisse vivre de grands féodaux est une putain de démocratie.*
 - 2.— *Quel Etat? L'Etat canadien? Oui, s'il veut devenir commis.*
 - 3.— *Censeur, celui dont l'honneur est d'écrire ce qu'il pense? Je le veux bien, mais c'est lui qu'on censurera.*
Ses intérêts rencontreront ceux de la majorité s'il est désintéressé.
 - 4.— *Non, car il vaut mieux avoir les mains sales que le reste.*
 - 5.— *Une société n'est jamais finie; on ne l'exprime pas sans participer à sa transformation.*

Jacques Ferron

1 — Je me demande s'il est sage, en politique, de "croire à"... Il me semble qu'on devrait s'efforcer, dans ce domaine tout au moins, de s'en remettre à la raison plutôt qu'à la foi. Dans la chicanerie qui oppose Aristote à Platon sur la théorie du pouvoir et du gouvernement, c'est Aristote qui me touche... "La démocratie telle qu'on l'entend au Canada", ce sont des notions de l'organisation politique, reflets de notions sur l'homme, et des institutions anglo-saxonnes; il arrive qu'elles défient toutes deux la logique formelle; en pratique, elles demeurent à mon sens, les plus hautement civilisées.

2 — Tel intellectuel le peut et le veut; tel le pourrait mais ne le veut pas; tel voudrait bien mais ne le peut pas, etc.... L'intellectuel est un citoyen comme les autres et souvent, même, père de famille. Que voulez-vous qu'il fit?

3 — (a) Tout dépend de ce qu'on entend par "intellectuel". L'eunuque en est peut-être réduit, par définition, à un certain rôle... Quant aux autres, c'est, j'imagine, affaire de goût.

(b) Quelle majorité? Pourquoi renvoyer dos à dos 'intellectuel' et 'majorité'? Veut-on faire entendre que l'Intelligence et la Vertu sont d'office les ornements distinctifs de la minorité? Ce serait, chez nous, verser dans un anticléricalisme de mauvais aloi... Il faudrait savoir encore de quels intérêts l'on s'inquiète ici. En gros, je ne vois pas comment un intellectuel souffrirait de ce qui sert le bien commun.

4 — Pas du tout. Mais c'est là question de tempérament... et, par voie de conséquence, de principes, pour les gens sérieux. Pour les autres, c'est question d'appétits... et, par voie de conséquence, d'intérêts.

5 — D'abord, la question est tendancieuse. Pourquoi ne chercherait-on pas aussi, par une action politique, à résister à une transformation qu'on jugerait néfaste? Il existe aujourd'hui tant de confusion dans les mots, c'est-à-dire dans les idées, qu'on en est rendu à prêter une sorte de valeur morale absolue à la "transformation", comme s'il suffisait de "changer" pour faire mieux. 'Changement' serait synonyme de 'progrès'... Par ailleurs, le devoir de l'artiste est d'être fidèle à lui-même; le reste lui est donné, ou refusé, par surcroît.

Pierre Gélinas

1. — *Notre démocratie se paie de mots; car elle est pleine d'hypocrisie et de camouflage. L'opinion libre n'est même pas tolérée en matière de politique. Je rêve pour le Canada d'une démocratie du type français.*

2. — *Oui, c'est parce que nous sommes gouvernés par des ignorants que nous n'avancions pas.*
3. — *Certes.
L'intellectuel doit être au-dessus de l'intérêt vulgaire.*
4. — *Je n'ai jamais répugné à l'engagement public sous aucune forme; mais il m'en a cuit. On m'a même soupçonné d'être crypto-communiste. On me nie même le droit de juger.*
5. — *Le rôle principal de l'écrivain est de créer; mais, si son tempérament le permet, il doit aussi chercher à aider ses semblables à sortir de l'ornière.*

François Hertel

1. — Je crois qu'avant d'essayer une autre forme de gouvernement au Canada, on doit s'efforcer de rendre plus efficace le fonctionnement du régime démocratique tel qu'il est.

2. — Le rôle de l'intellectuel canadien français dans les affaires de l'Etat comporte deux aspects:

Cet intellectuel doit assumer pleinement ses devoirs de citoyen. A ce niveau, ses responsabilités sont semblables à celles de tous les autres citoyens. D'autre part, sa qualité d'intellectuel lui permet aussi bien de comprendre la réalité qui l'entoure que d'analyser les aspirations de groupe auquel il appartient. J'ajoute que tout engagement doit s'effectuer en toute liberté. L'intellectuel doit subir le moins possible la pression du groupe. Il n'est investi d'aucune mission et toute obligation qu'il contracte envers son groupe doit être librement consentie.

3. — L'intellectuel est, qu'il le veuille ou non, le produit d'un groupe et exprime par conséquent une culture ou une civilisation. Même quand il choisit d'exprimer les problèmes les plus universels, la perception qu'il en a est forcément marquée par le milieu où il vit, par son enfance, son adolescence et ses expériences d'homme. Il est peut être le porte-parole de son peuple mais, comme on ne peut pas lui réclamer de l'être, il ne peut pas non plus s'arroger le droit de s'imposer comme tel. Etre le censeur c'est déjà une manière de s'engager.

4. — L'engagement public ne signifie pas forcément l'adhésion à un parti. Notre conscience d'homme, notre besoin essentiel de certaines libertés fondamentales nous obligent à prendre position quand ces libertés sont menacées et quand l'homme est humilié. Notre engagement est-il alors celui du simple citoyen ou celui de l'intellectuel? La distinction importe peu.

Si la liberté de l'artiste est primordiale il peut, s'il en sent le besoin, tendre par son oeuvre à transformer la société. Il doit cependant ne pas le faire au détriment de la qualité artistique de son oeuvre, de son intégrité d'homme et de son honnêteté de créateur. Le problème qui se pose et qui peut se poser encore davantage à l'avenir pour l'intellectuel canadien français est celui d'établir un rapport avec la masse. Risque-t-il de se couper de son peuple et d'être isolé dans son propre milieu? Si le fossé se creuse, il ne peut le combler d'une manière artificielle ou par un simple acte de volonté. La société a elle aussi une responsabilité envers l'intellectuel. Elle prouve son attachement à des valeurs supérieures par la place qu'elle aménage à l'artiste et par le rôle qu'elle lui confie. Il faut dire aussi qu'être près du peuple ne signifie pas forcément être lu par le plus grand nombre ni compris par tout le monde. L'engagement de l'artiste ne réduit pas le mystère qui entoure toute oeuvre de création.

Naïm Kattan

1. — *La démocratie au Canada? Il faudrait préciser. Au Canada français nous avons le rare exemple d'une démocratie imposée par le vainqueur devenu occupant. Et le jeu des institutions démocratiques n'a longtemps été pour nous (ne l'est-il plus?) que le prolongement d'une bataille perdue. Sous l'oeil vigilant d'une armée clandestine, le clergé, nous n'élisions pas des démocrates convaincus, soucieux des libertés individuelles, mais des troupes d'élite chargées de contenir l'ennemi et de protéger une collectivité. Puis, à mesure que cet impératif de survie collective s'est amoindri, le greffon a pourri, si bien que la démocratie au Canada français est rapidement devenue une caricature assez honteuse. L'implantation n'a pas réussi. Pour la reprendre il faudrait qu'elle répondît à un voeu national profond, à une volonté consciente. Rien n'indique l'existence irrépressible d'une telle volonté.*

2. — *Je ne crois pas en l'existence d'une espèce bien isolée et bien caractérisée qui s'appellerait "l'intellectuel". Ou alors le marchand ou l'ouvrier qui lit le livre de l'écrivain ou admire la toile du peintre fait également partie de cette classe. Dès lors l'intellectuel peut ou doit, comme tout citoyen, "tenir un rôle dans l'organisation de l'Etat". La question appelle le truisme.*

3. — *Pour la première partie de la question même réponse que pour la question précédente.*

Les intérêts de l'intellectuel coïncident-ils avec ceux de la majorité? Ses intérêts élémentaires, oui. Quant aux autres — libre épanouissement d'un climat de culture, liberté de penser sur Dieu et sur Ses créatures, etc... — ils ne s'opposent pas à ceux de la

majorité, mais ils lui sont parfaitement étrangers. Ainsi je ne crois pas que la majorité ressente avant longtemps le besoin d'une liberté morale différente de la liberté physique, et supérieure à celle-ci.

4. — Plusieurs intellectuels répugnent à l'action politique parce que, je crois, l'action politique chez nous entraîne quasi nécessairement des moyens répugnants. En outre, plusieurs exercent des fonctions qui leur interdisent tout engagement public. Et quelle résonance un tel engagement pourrait-il avoir?

5 — Question double dont les deux parties n'ont pas de rapport entre elles. L'artiste, dans l'accomplissement de son oeuvre, ne peut évidemment traduire que la société telle qu'elle existe. On l'imagine mal créant une société qui correspondrait, dans l'abstrait, à son idéal.

La deuxième partie de la question répète la seconde question.

André Langevin

1 — La démocratie, gouvernement du peuple pour le peuple, etc., ne peut se réaliser, si sa réalisation est possible, qu'à l'intérieur d'un cadre national senti, possédé collectivement, qu'à l'intérieur d'une nation pétrie des mêmes traditions, de la même évolution historique, de la même langue, peut-être de la même foi, pour tout dire, du même sang. Au Canada, la manie du "bi-isme" avec ses multiples modalités et son désir d'oublier les vérités historiques les plus élémentaires, n'effacera jamais la dichotomie fondamentale d'où découle l'absence d'unité nationale, les seules unités possibles étant l'unité québécoise d'une part, et l'unité anglo-canadienne d'autre part, avec ententes circonstanciées sur certains problèmes communs à tout le pays. Hors de ces deux cadres, il pourrait y avoir l'abdication totale des Canadiens-français face au "grand Canada", mais cette abdication ne ferait que consommer la déchéance en laquelle nous avons pénétré déjà si allégrement. La seule chose que j'espère pour l'instant, c'est qu'avec le temps et l'éducation naissent une véritable démocratie québécoise, et une démocratie canadienne-anglaise plus éveillée. Ce qui écarterait la confusion qu'apporte un certain "pan-canadianisme" mal compris et dont la faiblesse redoutable est de ne pouvoir se définir. Car en Amérique, les frontières que l'Histoire improvise ne font pas nécessairement des nations.

La démocratie grand-canadienne est morne. Elle est un automatisme fatigué. Parce que son peu d'opinion publique est à la remorque de partout. Parce que les Canadiens-français pas plus que les Canadiens-anglais ne se sont encore définis clairement, les premiers, malgré leurs avantages sur ce point, pris entre la tenta-

tion d'un américanisme "états-unien" mal digéré et la honte de franchement se différencier, et les seconds, écartelés entre le même américanisme et la tentation britannique.

Le Canada, dictature de la haute finance? De récents événements semblent le prouver. Le Canada est une démocratie, oui, mais de banques et d'hommes d'affaires...

Autre problème particulièrement épineux pour les Canadiens-français: l'absence d'identification entre le peuple et le Gouvernement? A qui devons-nous nous identifier si, par exemple, un élan de réformes nous empoigne? Au provincial, ou au confédéral? Là peut-être est le noeud du pesant ahurissement des Canadiens-français vis-à-vis de la chose politique. Rappelons-nous l'âne de Buridan et surtout qu'il est mort de soif entre deux sceaux...

2 — De l'Etat québécois? (Pour le gouvernement confédéral, le problème se pose avec moins d'acuité, le seul Etat qui peut nous sauver par son action ou nous détruire par son immobilité est l'Etat provincial). Certes l'intellectuel canadien-français devrait tenir un rôle dans l'organisation de l'Etat. Et c'est même la seule chose qui pourrait dynamiser cet Etat, en faire ce qu'il devrait être. Mais voilà. Avec cette question, nous touchons du doigt l'une de nos maladies graves: la veulerie exemplaire de la plupart de nos intellectuels sur les plans social et national québécois, laquelle veulerie entraîne l'ignorance des masses pour ce qui a trait à la vie intellectuelle qui leur appartient. Phénomène assez étrange: le divorce entre le corps et la tête, la décapitation pure et simple. Inutile de revenir sur le rôle qu'a joué le clergé dans cette "exécution de haute oeuvre". Il est assez connu. Mais si nous voulons rattraper le temps perdu, il faudrait que nos intellectuels prennent conscience des problèmes qui, en bas, dans la rue, par la ville, partout dans le Québec, rongent leur propre nation d'un cancer indicible. Qu'ils en prennent conscience au lieu de ne saliver que sur l'indépendance de l'Algérie, le revisionnisme hongrois ou la grandeur chinoise. Et qu'ils fassent ce que font partout les intellectuels dignes de ce nom, qu'ils agissent, qu'ils retrouvent le contact entre le corps et la tête avant que les deux ne s'éteignent à bout de sang, à bout de surdité.

3 — Censeur de quoi? De la bêtise collective? De l'ignorance collective? De l'encrassement collectif dans les boues du confort à crédit épaissies d'une religiosité pour automates? La première partie de votre question m'apparaît absconse. Peut-être voulez-vous dire dénonciateur? Alors je crois que ce serait l'un des rôles de l'intellectuel, particulièrement dans une société figée comme la nôtre où la moindre action à propos de ses maladies, de ses injustices, de ses scandales sociaux ou politiques, se voit étouffée de suspicion. Car tout doit être calme chez nous, pesamment calme.

L'intellectuel (ou le créateur) vraiment lucide devance souvent les intérêts de la majorité. Il les devine, il flaire les menaces, les possibilités qui viendront. Son domaine est le passé, le présent, mais aussi l'avenir qu'il enjambe quelquefois. (C'est pourquoi il y a parfois des incidents de frontière avec les avachis du présent). Mais que font généralement les intellectuels pour apporter des réponses aux questions qui se posent à la majorité?

4 — Nous touchons ici au noeud du problème. Nos rares partis politiques (le bi-partisme, en passant, m'apparaît plutôt vice que vertu, j'ajoute qu'il permet à notre système politique de jouer le même air ennuyeux sur deux temps) — nos rares partis politiques ont toujours plus ou moins méprisé les intellectuels et les intellectuels leur rendaient bien ce mépris. Je ne répugne nullement à l'engagement public vis-à-vis de la chose politique mais où et comment? Individuellement? On sait l'efficacité, en notre société sourde et muette, d'une opinion individuelle. Par le truchement d'un parti politique? Nous avons des partis politiques eunuques. Diogène y serait mort d'épuisement à chercher son homme, un homme vertical et articulant. Il s'y serait noyé dans un marécage de "jouâls" de cirque perdus sur une arène où l'on devrait pour le moins remplacer le "flon-flon" et le "rock'n roll des caves" par une musique un peu plus sérieuse.

5 — On dit souvent, peut-être trop, qu'une certaine poésie peut refléter l'inconscient collectif d'un peuple. Je le crois. La poésie et la peinture peuvent et doivent même traduire un aspect de la sensibilité collective, mais non la société. Ainsi les plus grands peintres d'ici comme les meilleurs poètes traduisent un aspect transmué, sublimé de ce que nous sommes, sans heureusement "traduire la société". Car pour ce faire, ne faudrait-il pas tomber dans la bêtise étatisée de l'art (ou de la cuisine artistique) soviétique?

Ne pas chercher à traduire volontairement et directement la société, et plutôt agir sur la société dans la mesure du possible, soit par une action politique, soit par un autre mode d'expression. Peut-être est-ce l'utilité du roman social?

Mais surtout que les artistes et les intellectuels n'oublient pas qu'ils appartiennent à cette terre où tout est encore possible, à cette langue qui demeure la plus haute (même tordue dans la fièvre du poème...) Qu'ils n'oublient pas la nation à laquelle ils appartiennent même si, parfois cette nation leur fait mal... "Il faut aussi se souvenir de celui qui oublie où mène le chemin", disait Héraclite. Il faut surtout pardonner à ceux qui boivent à la source empoisonnée parce qu'on ne leur a montré que celle-là, sachant que la source pure et brûlante met l'"ordre" en danger.

Yves Préfontaine

1. — I believe the parliamentary form of federalism we have in Canada, based upon the equal right of all citizens to the fundamental freedoms of speech, association, religion and the press, together with the right and duty of all to take part in public affairs, provides the best form of democracy for us. It is capable of better use than we make of it, because through neglect or indifference we permit undemocratic political parties to exist and to pervert state authority to private purposes. Where the people are alert and conscious of their rights our kind of constitution works very well. We do not need a new form of government, but a better educational system to awaken the civic sense in young Canadians of all races.

2. — The French-Canadian intellectual, like all other intellectuals (race makes no difference) should not be obliged to play a part in the organization of the state, but if he has a live mind and a concern for human values he will want to do something to improve the political life of Quebec and of Canada. Probably nowhere is public life more corrupt than in this province, or the civic sense less developed. This tempts some writers to turn against democracy when they should turn against the conditions which prevent democracy from flourishing. They should open the eyes of the people, not tell them they can never be free.

3. — No, the intellectual is never condemned to be merely a censor. He has a more positive role to play. He can enlarge men's outlook and clarify their thinking. But the more he is surrounded by evil the more likely he is to indulge in criticism. Outmoded ideas must be cleared away before better ideas have room to expand.

In a large sense, the intellectual is a citizen like all others and has the same basic need of freedom, peace and an opportunity for self-development. But his special talents require special training and opportunities that will not be needed by others in the same degree.

4. — I certainly am not reluctant to become politically engaged. Man is a political animal, and I am a man. All people have some political involvement, and it seems better to be honest about it. But this is a matter personal to each individual, as is the question as to how much time he will devote to public affairs. Certainly one great reason for a decline in our public life is the apathy and indifference to public affairs which we see around us. I believe this reluctance to participate is deliberately fostered by the power élite in order the more easily to control the masses. We see this in the present attacks upon the proposal of a new third party.

5. — I believe artists transform society more by being good at their art than by direct political action. A great novel, a great play, a great poem, raises man above his petty routines and makes him believe in himself and his future. But the one activity does not exclude the other. An ivory tower may kill creative talent as much as attending political meetings will. And politics itself, seen as the moulding of a society according to an ideal, is also creative. Politics is the art of making artists — the art of building a form of society where the spirit of man is most free to realise its full potential.

F. R. Scott



1. — *Croyez-vous à la démocratie telle qu'on l'entend au Canada, ou cherchez-vous une autre forme de gouvernement qui soit pour vous idéale?*

Il y a ici deux questions, si je ne m'abuse.

La première. — Oui, je crois que la Démocratie, telle qu'on l'entend ici, est encore l'un des systèmes politiques les plus acceptables. Je pense seulement à cette *liberté personnelle* que nous avons, et qui a ceci de commun avec la santé, par exemple, qu'on en jouit tous les jours sans jamais y prêter attention. Elle n'est peut-être, au fond, qu'une négligence des pouvoirs publics; mais elle nous préserve toujours, quoi qu'il en soit, des deux calamités majeures qui empoisonnent l'existence quotidienne de combien d'Européens: la paperasse administrative et le contrôle incessant, brutal ou furtif, de la police. Mes compatriotes se rendent-ils assez compte de l'avantage qu'ils ont de pouvoir régler rapidement, au téléphone ou par correspondance, la plupart des affaires ailleurs si compliquées: passeports, impôts, permis de conduire... etc.; de pouvoir effectuer un emprunt, acheter un terrain, une maison, un commerce, avec un minimum de formalités; de pouvoir déménager, changer de quartier, de ville, de province, sans la moindre tracasserie policière — sans être obligé de prévenir qui que ce soit, ni demander l'autorisation de quiconque. Songeons que nous sommes parmi les derniers citoyens au monde à ne point posséder de pièces officielles d'identité, à jouir d'une complète liberté de mouvement... Cette liberté-là vous paraît peut-être triviale: demandez à ceux qui l'ont perdue!

La deuxième. — "Démocratie" est un terme générique qui englobe, de *gauche* à *droite*, tout un éventail de nuances. Est-il besoin de souligner qu'au Canada, nous sommes décidément situés dans la section du prisme où règne en maître le Capital? Je

favoriserais, pour ma part, une démocratie tenant davantage compte de *toutes* les classes de la société, et non pas seulement la classe "possédante"; comportant des mesures sociales dont puisse profiter le plus grand nombre possible de citoyens — l'assurance-santé, par exemple, ou l'enseignement gratuit, qui donne *chance égale* au départ... etc. Bref! une *démocratie* dans le plein sens du terme. Ce vers quoi, du reste, il me semble que nous nous orientons de plus en plus. Mais nous avons mis longtemps à sortir de l'ère victorienne...

2. — *L'intellectuel canadien-français peut-il ou doit-il tenir un rôle dans l'organisation de l'Etat?*

Il le *peut* et il le *doit*. A tel point, que la question me paraît académique! Mais que l'on m'entende bien: je ne veux pas dire par là que les gouvernants doivent être recrutés parmi les médecins ratés, les avocats sans causes ou les notaires malheureux; mais que la terrible mission de gouverner une vaste collectivité ne devrait échoir qu'à des personnes véritablement "qualifiées". C'est-à-dire préparées à la tâche par une expérience préalable, une culture et des études appropriées — morales, sociologiques, philosophiques, historiques, politiques, économiques... etc. J'ai déjà entendu un haut personnage déclarer, à une distribution de prix qu'il était venu présider: "Regardez-moi! je n'ai jamais ouvert un livre, est-ce que ça m'a empêché de réussir?" Cela dépend, bien sûr, de quoi "réussir" est fait, et ce qu'il signifie.

"Intellectuel" a pour racine "intellect". Pourquoi l'Intellect, en effet, n'aurait-il pas sa place dans l'organisation de l'Etat?

3. — *L'intellectuel en est-il réduit, par définition, à un rôle de censeur? Ses intérêts coïncident-ils avec ceux de la majorité?*

Encore une question double!

Premièrement. — Oui, peut-être l'intellectuel en est-il momentanément réduit, *chez nous*, au rôle de censeur. Cela tient, il me semble, à ce que notre population — hier encore, paysanne — n'a rien perdu de sa méfiance instinctive et congénitale à l'égard des "gens instruits"; à ce que ceux-ci, d'autre part, ont obstinément refusé de descendre du hautain perchoir, de la stérile tour d'ivoire où il se barricadent traditionnellement. "Intellectuel" est trop souvent, ici, synonyme d'"esthète"... Je ne sache pas que, dans les civilisations plus évoluées, l'intellectuel — au vrai sens du terme — soit *forcément* confiné dans l'opposition chagrine. Un Disraëli, un Churchill, en Angleterre, n'étaient certes pas des primaires; non plus qu'un Herriot, un Mendès-France, de l'autre côté de la Manche.

Seuls, l'ignorant ou le tyran se méfient de la connaissance, des écoles qui fonctionnent et des citoyens qui pensent.

Deuxièmement. — Cela dépend du sens que l'on donne au mot "intérêts" — et que le questionnaire ne précise point. S'il s'agit d'intérêts matériels, ils coïncident, bien sûr, avec ceux de la majorité. L'homme qui pense est un citoyen comme les autres: il est aussi "intéressé" que quiconque à ce que le pays soit bien administré et prospère. Mais s'il s'agit d'intérêts *spirituels*, ça ne coïncide plus du tout! Que l'on évalue seulement, à titre d'exemple, la place que l'on donne, à la télévision d'Etat, aux émissions susceptibles d'"intéresser" un adulte qui pense — et aux autres.

4. — *Répugnez-vous à l'engagement public vis-à-vis la chose publique, et pourquoi?*

Dans un pays démocratique, tout citoyen adulte et sain d'esprit a des *devoirs*, et rien n'est plus légitime. Il lui est enjoint de payer l'impôt, de respecter le bien d'autrui, d'obéir aux lois justes et de tenir son chien en laisse. Il lui est défendu, d'autre part, d'ameuter le quartier, la nuit, de mettre des bombes sous la tribune des hommes publics ou de l'arsenic dans la soupe du patron — autant de choses raisonnables qui rendent possible la vie de société. Mais il a aussi des *droits* inaliénables, et l'un de ceux-ci est précisément d'avoir les yeux ouverts et l'usage de la parole. Je n'ai jamais refusé, pour ma part, de donner mon opinion librement et totalement, chaque fois que l'occasion m'en a été fournie.

5. — *L'artiste — écrivain, peintre, musicien, etc. — doit-il chercher à traduire dans son mode d'expression la société? Ou se doit-il de chercher à transformer la société par une action politique?*

Ce n'est pas le rôle de l'artiste de "chercher à transformer la société par une action politique". Il a autre chose à faire! De même, je ne pense pas que ce soit la rôle de l'oeuvre d'art de proposer une morale: de se faire sermon, tract, pamphlet ou propagande. "Quand je peins des voleurs de chevaux, dit Tchekhov, il y a des gens qui voudraient aussi que je dise que c'est mal de voler des chevaux. Mais ce n'est pas mon affaire, c'est l'affaire des tribunaux". Mais l'"action" de l'artiste, pour être indirecte, n'en est pas moins déterminante. Qui niera l'importance des Grandes Oeuvres, pour amener les peuples à *toujours plus de conscience*? L'Art est un ferment de *liberté* — la chose n'est plus à démontrer.

Il est vrai que la plupart des gens préfèrent la *tyrannie*, qui offre un double avantage: elle dispense de réfléchir, et fournit toujours plus petit ou plus misérable que soi à tyranniser!

Jean Simard

1. — *Il ne saurait exister de forme de gouvernement qui soit idéale puisque aucune forme n'est idéale. Je crois à la démocratie quand elle est libérale. Je n'y crois pas quand elle ne l'est pas, et elle ne l'est pas toujours*
2. — *Il le peut, s'il y tient. Rien ne l'oblige à s'engager en son âme et conscience. Question de tempérament.*
3. — *L'intellectuel, un censeur? Quelle énormité! Empêcher les autres de danser en rond? se faire le trouble-fête? l'éteignoir, jamais!*
Les intérêts de l'intellectuel ne coïncident jamais avec ceux de la majorité pas plus que les intérêts de la majorité ne coïncident avec ceux de l'intellectuel.
4. — *Si la chose publique me lèse de mes droits et me prive de mon indépendance, mon devoir est de la dénoncer.*
5. — *Un proverbe persan, je crois, dit que ce sont les paresseux qui modifient le monde; les gens occupés n'en ayant pas le temps. Très peu d'hommes politiques sont au départ des bouleversements politiques, mais beaucoup d'intellectuels le sont. L'Idée est toujours un ferment et l'action presque toujours stérile même si elle semble fructueuse.*

L'artiste n'a qu'un rôle: chercher et trouver son mode d'expression. Ce n'est pas la société qui le lui donnera car la société, de par sa nature même, est anti-artistique.

Paul Toupin